

LA MAISON D'ARRÊT DE NÎMES EST-ELLE DEVENUE LA POUBELLE DE LA DI ?

Le 24 juillet 2026

Alors que la **Maison d'arrêt de Nîmes affiche un taux de surpopulation de 260 %**, nos personnels continuent de subir une dégradation constante de leurs conditions de travail. Comme si cette situation ne suffisait pas, nous recevons désormais des **transferts disciplinaires et des profils particulièrement dangereux**, totalement incompatibles avec notre établissement.

MAISON D'ARRÊT FEMMES : L'INACCEPTABLE

Aujourd'hui, la MAF accueille un **transfert disciplinaire en provenance du CP de Perpignan**. Cette détenue, **libérable en 2033**, a **agressé à deux reprises des personnels**, allant jusqu'à organiser un **véritable guet-apens contre un officier**.

Que fait un tel profil à Nîmes ?

Cette décision est incompréhensible, d'autant plus que les surveillantes de la MAF viennent de subir **plusieurs agressions de la part d'une autre détenue**, la dernière remontant à **dimanche dernier**. **Nos collègues n'ont pas à supporter un danger supplémentaire.**

QUARTIER ARRIVANTS : DES DÉCISIONS QUI METTENT TOUT LE MONDE EN DANGER

Nous avons reçu également cette semaine un **transfert disciplinaire du détenu T...**, en provenance de **VLM**. Ce détenu a récemment été victime d'un **guet-apens à l'extérieur**, où il a été conduit dans un lieu avant d'être pris pour cible par arme à feu. Et où sont aujourd'hui incarcérés plusieurs de ses agresseurs ? **À la Maison d'arrêt de Nîmes.**

Des profils connus, bien implantés sur la structure.

Comment peut-on sérieusement décider d'envoyer ce détenu au milieu de ceux qui ont tenté de le tuer ?

Aucune affectation en détention ne pourra être réalisée sans faire peser un risque majeur d'incident grave.

Autre arrivée : le détenu **M...**, en provenance du **CP de Perpignan**, officiellement transféré **pour sa sécurité** après avoir été victime d'une grave agression. Mais dès son arrivée, son discours est sans équivoque. Furieux d'avoir été éloigné de sa famille, il annonce ouvertement vouloir se venger de ses agresseurs et déclare qu'il conservera **en permanence une lame sur lui**, affirmant qu'il n'hésitera pas à **s'en prendre également à un personnel**, pour le "lamer de la tête aux pieds". **Ces propos sont d'une extrême gravité.** Il est inadmissible que de tels profils soient orientés vers un établissement déjà au bord de l'explosion.

UNE VIOLENCE QUOTIDIENNE QUI EXPLOSE

Les violences entre détenus atteignent désormais un niveau alarmant.

Hier encore :

- un détenu a été **lamé au visage**, non pas en promenade, mais **devant un gradé**, contraint d'intervenir au péril de sa propre sécurité pour stopper l'agression. La victime a dû recevoir **20 points de suture**.
- le même jour, **un autre détenu a perdu plusieurs dents** à la suite d'une violente agression.

Les personnels interviennent chaque jour avec professionnalisme, mais **jusqu'à quand ?**

Après avoir constaté hier les conditions de travail déplorables de nos collègues lors de sa visite, **Madame la Directrice Interrégionale ne peut plus ignorer la réalité du terrain.** Nous demandons :

- le **transfert en urgence** de la détenue **M...** vers une autre Direction Interrégionale moins saturée et un établissement plus adapté à son profil ;
- le **transfert immédiat** du détenu **T...**, compte tenu de la présence de plusieurs de ses agresseurs sur notre établissement ;
- la **réorientation** du détenu **M...** vers un établissement adapté à son profil et à sa situation.

260 % DE SURPOPULATION : ÇA SUFFIT !

Avec **260 % de surpopulation** sur les quartiers maison d'arrêt et seulement **26 matelas au sol disponibles avant saturation totale**, la Maison d'arrêt de Nîmes est arrivée à la limite de ce qu'elle peut supporter.

[L'UFAP UNSa Justice de Nîmes](#) exige également :

- un **STOP ÉCROU immédiat**, afin de permettre aux personnels de retrouver un minimum de souffle ;
- une **véritable vigilance sur les profils orientés vers notre établissement** ;
- que cessent enfin les décisions qui mettent en danger aussi bien les personnels que les personnes détenues.

NOS AGENTS NE SONT PAS DE LA CHAIR À CANON.

Il est temps que l'administration prenne ses responsabilités.